

EUROPE



ACTUALITÉ DU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

N° 2 - FÉVRIER 2014

24^E ANNÉE - ISSN 1163-8184

SOUS LA DIRECTION DE :
Laurence IDOT et Denys SIMON

Repère 2
Alertes 6 à 9
Étude 1
Commentaires 50 à 111

Notamment ce mois-ci :

> COMMENTAIRES

50 Droits fondamentaux

Orientation sexuelle
(CJUE, 12 déc. 2013)
par Denys SIMON (p. 11)

53 Directive

Effet direct des directives
(CJUE, 12 déc. 2013)
par Denys SIMON (p. 13)

56 Recours en annulation

Recevabilité
(CJUE, gde ch., 19 déc. 2013)
par Denys SIMON (p. 16)

65 Espace de liberté de sécurité et de justice

Visas
(CJUE, gde ch., 19 déc. 2013)
par Fabienne GAZIN (p. 23)

70 Établissement

Parapharmacie
(CJUE, 5 déc. 2013)
par Valérie MICHEL (p. 26)

88 Aides d'État

Compétence du Conseil en présence de circonstances exceptionnelles
(CJUE, gde ch., 4 déc. 2013, 4 arrêts)
par Laurence IDOT (p. 39)

91 Politique sociale

Égalité de traitement des travailleurs en CDD
(CJUE, 12 déc. 2013, aff. C-361/12)
par Laetitia DRIGUEZ (p. 41)

Droit d'asile

1 Regard critique sur le régime d'asile européen commun. La persistance d'une conception restrictive de la protection

Étude par Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE,
professeur en Droit public, université Jean-Moulin Lyon 3,
membre de l'Institut universitaire de France (p. 6)

Finally adopted le 23 juin 2013, le paquet asile voit sonner l'heure de l'application et de la transposition. Le moment est donc propice pour se demander si le Régime d'asile européen commun (RAEC) satisfait aux obligations posées par la Convention de Genève de 1951. Le regard critique proposé ici met en exergue les obstacles posés par le droit de l'Union européenne à la sollicitation et à la reconnaissance de la protection.

Droits fondamentaux

2 L'application de la Charte par les juges administratifs

Repère par Denys SIMON (p. 1)

Marchés publics

6 Une étape décisive dans la modernisation du droit des marchés publics

Focus par Laurence IDOT (p. 3)

Concurrence

84 Simplification des règles en matière de contrôle des concentrations

Commentaire par Laurence IDOT (p. 36)

Sommaire

P. 1 Repère	
L'application de la Charte par les juges administratifs.....	n° 2
P. 3 Alertes	n° 6 à 9
Commentaires	
P. 11 Ordre juridique de l'Union	
• Droits fondamentaux	
Orientation sexuelle.....	n° 50
Protection des données personnelles.....	n° 51
• Actes de l'Union	
Directive : portée de l'obligation de transposition.....	n° 52
• Effet direct	
I Directive.....	n° 53
• Primauté du droit de l'Union	
Répétition de l'indu.....	n° 54
• À noter également.....	n° 55
P. 16 Système juridictionnel de l'Union	
• Recours en annulation	
I Recevabilité.....	n° 56
Acte réglementaire ne comportant pas de mesures d'exécution.....	n° 57
Recevabilité.....	n° 58
Non-lieu à statuer.....	n° 59
• Renvoi préjudiciel	
Réponse par ordonnance motivée.....	n° 60
• Pourvoi	
Jugement ultra petita du Tribunal.....	n° 61
• Responsabilité contractuelle	
Contrôle par la Commission du respect des conditions financières de son cocontractant.....	n° 62
• Fonction publique	
Contrats à durée indéterminée des fonctionnaires et des autres agents.....	n° 63
• À noter également.....	n° 64
P. 23 Espace de liberté, de sécurité et de justice	
• Visa	
I Marge d'appréciation des États membres dans le cadre d'un refus de visa court séjour.....	n° 65
• Asile	
Droit du demandeur à s'opposer à la prise en charge par un État membre de deuxième entrée.....	n° 66
P. 25 Marché intérieur	
• Union douanière	
Fraude.....	n° 67
• Santé publique	
Article 114, paragraphe 4 TFUE.....	n° 68
• Circulation des travailleurs	
Prise en compte des périodes d'activité.....	n° 69
• Liberté d'établissement	
I Parapharmacie.....	n° 70
Fiscalité des avantages familiaux.....	n° 71
Législation imposant des tarifs minimaux et protection des destinataires.....	n° 72
• Prestation de services	
Libre prestation de services et formation de troisième cycle.....	n° 73
Assurance-vie.....	n° 74
• Marchés publics	
Procédure négociée.....	n° 75
• À noter également.....	n° 76 et 77
P. 34 Politiques et actions de l'Union	
• Agriculture	
Reconnaissance des organisations de producteurs agricoles.....	n° 78
• Concurrence	
Cartels.....	n° 79
Contrôle des interventions étatiques.....	n° 80
Étendue du contrôle de la Cour.....	n° 81
Retour sur l'utilisation de la notion de groupe.....	n° 82
Agriculture.....	n° 83
I Simplification des règles en matière de contrôle des concentrations.....	n° 84
Concentrations dans le secteur des nouvelles technologies.....	n° 85
• Aides d'État	
Poursuite de la modernisation.....	n° 86
Notion d'aide et recours à des ressources d'État.....	n° 87
I Compétence du Conseil en présence de circonstances exceptionnelles.....	n° 88
• Fiscalité	
Taxation des véhicules automobiles.....	n° 89
Base d'imposition de la TVA.....	n° 90
• Politique sociale	
Égalité de traitement des travailleurs en CDD.....	n° 91
• Cohésion économique et sociale	
Frais éligibles et paiement des concours financiers.....	n° 92
• Environnement	
Convention d'Aarhus - Accès à l'information.....	n° 93
Déchets.....	n° 94
Déchets.....	n° 95
Du relevé d'office de l'illégalité pour violation des formes substantielles.....	n° 96
• Propriété intellectuelle	
Nouvelles technologies.....	n° 97
Autorisation de mise sur le marché des médicaments et certificats complémentaires de protection (CCP).....	n° 98
• Protection du consommateur	
Clauses abusives.....	n° 99
• Consommateurs	
Pratiques commerciales déloyales.....	n° 100
• Sociétés	
Responsabilité des sociétés anonymes à l'égard d'un acquéreur d'action.....	n° 101
• À noter également.....	n° 102 à 108
P. 50 Droit international privé de l'Union	
• Règlement « Bruxelles I »	
Compétence en matière contractuelle et contrat de concession.....	n° 109
Conflits de conventions et interprétation d'une convention particulière.....	n° 110
• Titre exécutoire européen	
Notion de consommateur et application des règles protectrices.....	n° 111

La Rédaction attire l'attention plus particulière des lecteurs sur l'importance des articles dont le titre est précédé d'un filet

Ce numéro comporte un encart jeté pour « LexisKiosque revues »